

Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie

Lettre d'information n°1

Séance du lundi 7 novembre 1994

Présentation du séminaire

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

par Robert Frank

Merci à vous d'être venus, pour l'ouverture d'un séminaire que nous aimerions voir durer trois ans, concernant les années 68.

L'objectif du séminaire est simple.

On a beaucoup écrit sur 68, et en France et dans le monde : ces écrits ont été le fait de contemporains ou de personnes qui ont écrit peu après les événements, ou à l'occasion de tel ou tel anniversaire (le 10^e anniversaire en 1978 et surtout le 20^e en 1988 qui a donné une production relativement abondante) ; des travaux pionniers ont également été publiés, comme le colloque organisé par Antoine Prost en 1988, mais nous pensons qu'il y a encore beaucoup de choses à dire et à faire dans une perspective historique. Il s'agit de tenter d'analyser 1968 en historien : voilà le premier objectif intellectuel que je vais développer. Le deuxième objectif est de créer un groupe de travail constitué de tous ceux qui, de près ou de loin travaillent sur "les années 68". Ce séminaire s'adresse aussi bien à des étudiants qu'à des chercheurs, de la maîtrise jusqu'au doctorat.

On a beaucoup écrit sur 68 mais il nous manque parfois des travaux érudits, des monographies sur des questions précises. Ainsi que Geneviève Dreyfus-Armand le développera tout à l'heure, il y a beaucoup plus de sources et d'archives qu'on ne le dit. Un chantier immense s'ouvre à nous, qui a déjà été défriché mais où il reste encore beaucoup à faire pendant les trois années à venir. Nous souhaiterions que cette recherche débouche sur une table ronde ou un colloque et sur une publication.

À l'origine de ce projet, il y avait la volonté de l'Institut d'histoire du temps présent, dans le cadre des travaux qu'il entendait mener en dehors de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, de lancer des travaux sur les années soixante. Or l'équipe a beaucoup hésité sur la place de 68 dans le cadre de cette recherche. Est-ce qu'une réflexion générale sur les années soixante devait aboutir sur 68 ou bien fallait-il partir de 68 pour essayer d'expliquer les années soixante ? Nous sommes arrivés à un compromis : les "années 68". Ce choix nous permet de sortir de la chronologie courte de l'année 68 ou

des quelques années qui précèdent ou qui suivent 68 en nous installant dans une chronologie plus longue qui englobe aussi celle des années soixante. En quoi les années soixante sont-elles des années de mutations fondamentales et en quoi dans le cadre de cette chronologie émerge 1968 ?

Dans cette courte introduction, je voudrais parler d'une part de la problématique qui va surtout consister à expliciter le titre que nous avons choisi et ensuite faire quelques réflexions sur le temps et sur l'espace.

Ce titre, toute l'équipe ici présente y a réfléchi. J'en profite pour nous présenter :

– Michelle Zancarini, maître de conférences à l'université de Paris VIII, qui, en 1993, avec toute une équipe, comprenant Geneviève Dreyfus-Armand, a édité un "guide des sources", *Mémoires de 68*. Ce travail a été pour beaucoup dans la réflexion sur les années soixante.

– Geneviève Dreyfus-Armand de la BDIC qui a donc aussi contribué à ce guide .

– Marie-Françoise Lévy, de l'IHTP, spécialiste d'histoire de la télévision, d'histoire de la famille.

– Maryvonne Le Puloch, de l'IHTP, qui assure le secrétariat scientifique de ce séminaire.

Quand nous avons voulu donner un titre à ce séminaire, nous avons vu émerger quatre éléments :

– *Le pluriel des années 68*, parce qu'il fallait s'installer dans une chronologie longue, à définir ensemble (1965-1975 ? ou 1962-1975 ?). Le pluriel est aussi une référence à l'espace, parce que 68 ne concerne pas seulement la France, pas seulement Paris, mais aussi beaucoup d'autres pays.

– "*Les événements*" : notre propos est un propos d'historiens et le fait de parler d'événements ne signifie pas que l'on soit adepte de l'histoire événementielle.

Au premier degré, c'est le repérage de ce qui a fait "événement" pendant ces années. Et ce repérage, nous pensons qu'il n'est pas tout à fait terminé. Nous avons bien sûr beaucoup d'informations sur les grands événements français ou italiens, allemands, américains, tchécoslovaques etc. en 1968, mais la lecture du *Guide des sources. Mémoires de 68* montre qu'il y a beaucoup d'événements à mettre en valeur, à découvrir, à "inventer", à travers des monographies, dans la France même et en particulier en province.

À un deuxième degré c'est une réflexion sur l'articulation du temps et des temps, entre l'avant, le pendant et l'après 68. Y compris sur les expressions telles que "les événements", "la crise", "le post-68". Et ce qui est intéressant c'est que cette réflexion sur les événements entre l'avant, le pendant et l'après, ne doit pas être menée dans la perspective linéaire des "causes-événements-conséquences". Il nous faut examiner le chevauchement entre l'avant, le pendant et l'après. Ce que l'on distingue dans le post-68, qui semble une conséquence de 68, n'est pas forcément une conséquence de 68, c'est parfois une conséquence de ce qui s'est passé avant 68 et qui n'était pas si déterminant dans les événements mêmes du mois de mai et du mois de juin. Ainsi, par exemple, mais c'est à vérifier, le mouvement écologique que l'on relie souvent aux événements de 68 n'est pas apparu en mai et juin et pourtant il doit beaucoup à 68. En d'autres termes cette réflexion sur l'événement consiste à se demander en quoi 1968 a

amené une accélération de certains processus qui existaient avant 1968 et qui se sont développés après 1968.

Ainsi devons-nous éviter toute explication monocausale, écarter toute téléologie qui nous conduirait à penser tout ce qui est avant 68 comme devant forcément aboutir à 68. Ce qui est important c'est la coagulation, la diffusion, la propagation de certains phénomènes et de certains événements d'un endroit à l'autre de l'Europe ou du monde.

– *Cultures politiques et modes de vie*

Ces années ont été des années de fortes transformations des cultures politiques et des modes de vie. Le mot important, vous le devinez, c'est le mot "et" : comment s'articulent ces mutations des cultures politiques et des modes de vie ?

Les cultures politiques

Ce qui nous frappe au premier abord et c'est ce qui pourrait être mis au centre de la problématique, ce sont les différentes ambivalences qui existent dans la formation et la création de ces cultures politiques. D'un côté des minorités militantes, agissantes, et de l'autre, le reste de la société avec qui elles ont une relation très ambivalente. Si on prend l'exemple français, on a l'explosion étudiante, et la relative sympathie de l'opinion publique à son égard, puis toutes sortes d'événements – je ne reviens pas sur le détail du mai français – et le verdict politique du mois de juin. Une sorte de divorce apparaît entre les minorités et la majorité dite "silencieuse". En d'autres termes, cette articulation, ces relations entre minorités et majorité, entre les minorités porteuses de l'esprit 68 et la majorité, est au centre de cette problématique. Ambivalence aussi parce que beaucoup d'idées de mai 68, seront par la suite – excusez-moi de prendre un terme de l'époque – "récupérés" par cette même société et par une grande partie de ses forces sociales. On se rappelle le mot de Malraux : "Vous avez perdu politiquement, mais vous avez gagné culturellement". Ceci montre bien cette ambivalence entre les acteurs de mai 68 et majorité silencieuse. Bien entendu, un travail préalable reste à faire sur ces minorités, sur tous les groupes, groupuscules, sur le "gauchisme" en France et ailleurs.

Le rapport entre ces cultures politiques, les pratiques culturelles et les modes de vie, est au coeur de notre recherche.

Les modes de vie

C'est toute la problématique des années soixante, ces années du siècle où le monde, l'Europe, et la France en particulier, sortent de périodes de grandes crises, de guerres mondiales et sont dans une période de croissance absolue qui n'est ni une période d'avant-guerre, ni une période de reconstruction de l'après-guerre. Dans le cadre de ces "Trente Glorieuses", des mutations complètes vont transformer les modes de vie. Là aussi nous retrouvons des ambivalences puisque d'un côté, cette croissance, ces mutations sociales et cette explosion de la société de consommation ont été en partie à

l'origine de mai 68 tout en étant au centre de la contestation de mai 68. En quoi cette société de consommation est-elle critiquée, contestée, et quelles transformations subit-elle après 68 ?

Le pays de référence à ce moment là, le modèle clé, c'est l'Amérique, que l'on suive ce modèle ou qu'on le rejette. Américanisation et contestation de l'américanisation, américanisation et anti-américanisme – phénomènes concomitants – sont-ils contradictoires ou plutôt complémentaires ? Cette complémentarité, on peut la trouver dans l'identification des jeunes Européens à la jeunesse américaine, qui est elle-même tout à la fois anti-américaine (non pas contre son pays, mais contre le gouvernement, contre certaines élites et contre l'*establishment*), dans la mesure où elle lutte contre la guerre au Vietnam, et à la fois porteuse d'un modèle culturel propre, y compris celui qu'elle conteste. L'influence de toutes ces pratiques culturelles nouvelles se transmet à travers la musique : on va rencontrer là un acteur social nouveau, les jeunes.

La jeunesse comme nouveau type de personnage social, nouveau type d'acteur dans la société entre en scène. Ceci n'est pas nouveau au XX^e siècle, mais quand, dans les décennies précédentes, on se réfère à la jeunesse et aux jeunes et à leur poids dans l'histoire, on pense aux jeunes (au pluriel) ou aux mouvements de jeunesse de tel bord politique. On pense à l'embrigadement des jeunes, on pense aux Jeunesses communistes, aux Jeunesses hitlériennes, aux différents mouvements de jeunesse, y compris le scoutisme. Le phénomène nouveau est cette culture de masse des jeunes, qui existe indépendamment des différentes corporations ou des différentes forces politiques. La jeunesse constitue d'autre part un nouveau marché parce qu'elle est numériquement importante (la génération du *baby-boom* arrive à l'âge de la contestation et de la révolte), et qu'elle est porteuse de nouvelles pratiques culturelles. Donc de nouvelles pratiques sociales s'observent dans le monde de la jeunesse à partir des années soixante.

"Événements, cultures politiques et modes de vie" dans une perspective historique, et qui dit perspective historique, dit aussi une réflexion sur le temps et sur l'espace.

Le temps

Prenons d'abord la chronologie dite française.

Lorsque qu'on présente cette chronologie, on distingue :

– la phase étudiante du 2 mai jusqu'au 12 mai : les grands acteurs sont les étudiants (on pourrait bien sûr remonter au 22 mars avec l'occupation de la salle du conseil par les étudiants de Nanterre menés par Cohn-Bendit).

– le basculement du 13 mai : à la grande manif du 13 mai se retrouvent à la fois les syndicats, les étudiants, et on assiste à une sorte de jonction entre eux.

– dès le lendemain la grève commence et se généralise (il y a jusqu'à 10 millions de grévistes) : c'est la phase dite "sociale" ou phase ouvrière, du 13 mai jusqu'au 27 mai (fin des négociations de Grenelle),

– de la fin mai à la fin juin : la phase dite "politique", qui se termine par le raz de marée UDR après les élections du mois de juin.

Cette chronologie a la qualité de la clarté et on peut toujours la garder à l'esprit. En fait ce qui est intéressant, c'est l'articulation entre toutes ces phases, la jonction ou la non-jonction, la relation, bonne ou mauvaise, ou la non-relation entre étudiants et ouvriers. Et là aussi les choses sont relativement complexes.

Articulation entre toutes ces phases, mais aussi par rapport à l'avant et par rapport à l'après. Ce qui est également intéressant dans l'événement 68, c'est sa non-prévisibilité. Je vais vous citer quelque chose de très connu, l'article de Pierre Viansson-Ponté "Quand la France s'ennuie" du 15 mars 1968. À la première lecture on a le sentiment que son auteur n'a vraiment rien compris, rien prévu. À la deuxième lecture, on s'aperçoit que tout y est. C'est cette ambivalence qui est intéressante.

"Ce qui caractérise actuellement notre vie publique, c'est l'ennui. Les Français s'ennuient. Ils ne participent ni de près ni de loin aux grandes convulsions qui secouent le monde. La guerre du Vietnam les émeut certes, mais elle ne les touche pas vraiment.... Le conflit du Moyen-Orient a provoqué une petite fièvre au début de l'été dernier : la chevauchée héroïque remuait des réactions viscérales, des sentiments et des opinions ; en six jours, l'accès était terminé. Les guérillas d'Amérique latine et l'effervescence cubaine ont été, un temps à la mode ; elles ne sont plus guère qu'un sujet de travaux pratiques pour sociologues de gauche et l'objet de motions pour intellectuels....

De toute façon, ce sont leurs affaires, pas les nôtres. Rien de tout cela ne nous atteint directement : d'ailleurs la télévision nous répète au moins trois fois chaque soir que la France est en paix pour la première fois depuis bientôt trente ans et qu'elle n'est ni impliquée ni concernée où que ce soit dans le monde.

La jeunesse s'ennuie. Les étudiants manifestent, bougent, se battent en Espagne, en Italie, en Belgique, en Algérie, au Japon, en Amérique, en Égypte, en Allemagne, en Pologne même. Ils ont l'impression qu'ils ont des conquêtes à entreprendre, une protestation à faire entendre, au moins un sentiment de l'absurde à opposer à l'absurdité. Les étudiants français se préoccupent de savoir si les filles de Nanterre et d'Antony pourront accéder librement aux chambres des garçons, conception malgré tout limitée des droits de l'homme...

Le général de Gaulle s'ennuie. Il s'était bien juré de ne plus inaugurer les chrysanthèmes, et il continue d'aller, officiel et bonhomme, du Salon de l'agriculture à la Foire de Lyon. Que faire d'autre ? Il s'efforce parfois, sans grand succès, de dramatiser la vie quotidienne en s'exagérant à haute voix les dangers extérieurs et les périls intérieurs...

Seuls quelques centaines de milliers de Français ne s'ennuient pas : chômeurs, jeunes sans emploi, petits paysans écrasés par le progrès, victimes de la nécessaire

concentration et de la concurrence de plus en plus rude, vieillards plus ou moins abandonnés de tous...

La réplique bien sûr est facile : c'est peut-être cela qu'on appelle, pour un peuple, le bonheur. Devrait-on regretter les guerres, les crises, les grèves ? Seuls ceux qui ne rêvent que plaies et bosses...

L'argument est fort. "

D'une certaine manière on pourrait noter un manque de prévision, de lucidité chez Viansson-Ponté, mais en même temps tous les grands bouleversements sociaux du monde y sont analysés. La coagulation des événements est la chose la plus difficile à prévoir et, pourquoi pas, même de nos jours, la plus difficile à expliquer. Comment les choses se sont-elles coagulées ici et là dans le monde et comment on arrive donc au résultat français. La grande question pour la France : y-a-t-il une spécificité française ? Cette même réflexion sur l'articulation des temps il faudra la faire sur une plus longue période, des années 1962 jusqu'en 1975.

L'espace

En mars 68, quand Viansson-Ponté écrit l'article, "68" a déjà commencé dans le monde parce que, si on prend la chronologie courte de 68, la guerre du Vietnam bat son plein, avec le grand tournant dans cette guerre – l'offensive du *Têt* au mois de janvier – et le choc émotionnel que cette offensive a créé un peu partout dans le monde et en Occident en particulier. Si l'on élargit la chronologie en amont, les grands événements dans les universités américaines ont commencé, à partir d'octobre 1967, à l'université de Wisconsin, également au Brooklyn College où il y a une répression très forte de la part de la police ; en avril-mai 68, à Columbia avec 993 personnes arrêtées ; en Allemagne après l'attentat contre Rudi Dutschke, le 11 avril, toute une série d'événements se déroulent à Lübeck, à Cologne, à Francfort, à Brême, à Hambourg, à Kassel, à Bochum, à Duisbourg etc., et bien entendu, à l'Université libre de Berlin-Ouest où il y a des occupations d'universités et où des barricades apparaissent au mois d'avril.

Événements également en Europe de l'Est : c'est le printemps de Prague. Dès le mois de janvier, l'arrivée de Dubcek au pouvoir, puis le printemps lui-même, et le mois d'août, les chars soviétiques à Prague.

Quels sont les liens entre ces événements ? L'analyse peut être à la fois comparatiste et de relations. Beaucoup de ces événements n'ont pas de lien direct entre eux et en même temps les effets de contagion sont importants. Les universités américaines remanifestent au mois de juin et dans ces manifestations, il y a à la fois lutte contre la guerre du Vietnam et protestation contre la répression de la police française à l'égard des étudiants français. Karel Bartosek nous parlera au cours de l'année de Paris et de Prague. Il avait écrit un article en 1968 dont le titre est très significatif "Les vases communicants" (il s'agit du triangle Berlin-Paris-Prague). Il y a eu une circulation d'étudiants, d'intellectuels, entre Paris et Prague et entre Berlin et Prague. "Vases communicants" ne signifie pas forcément "communication" : lorsque Dutschke vient à Prague, il parle d'anti-capitalisme, de mettre à bas la société de consommation à des étudiants pragois qui rêvent précisément à la consommation de masse. Vases communicants pour l'action, pour la contestation, la remise en cause, mais pas forcément pour le même contenu. Ces ruptures de communications sont très importantes à étudier.

Mais de réfléchir sur cet espace des années soixante c'est aussi étudier et comparer des pays où en apparence il ne s'est rien passé.

Par exemple, la Grande-Bretagne : silencieuse du point de vue de ses discours, des manifestations relativement faibles mais tellement sonores par sa musique, qui entraîne les jeunes partout dans le monde.

Dans un pays comme l'Italie, où on parle de "mai rampant", la chronologie est différente, parce que ce "mai rampant" commence en 1967, de façon peu spectaculaire, mais il dure au moins jusqu'en 1969 (on pense à l'automne chaud de 1969) avec un

"post-68" qui dure beaucoup plus longtemps qu'en France, peut-être jusqu'à la fin des années soixante-dix.

À espaces différents, des chronologies variables.

Pour conclure, il faut essayer d'avoir une problématique large pour pouvoir faire du nouveau à partir de monographies précises. Études précises fondées sur des sources, et les sources existent c'est ce dont va vous parler maintenant Geneviève Dreyfus.

LES SOURCES

Geneviève Dreyfus-Armand

Face à ce souhait et à cette nécessité d'élargir à la fois dans le temps et dans l'espace l'étude de 68 pour parvenir à une historisation véritable de la période, qui va *grosso modo* de la fin de la guerre d'Algérie au début de la crise économique mondiale, de quelles sources disposons-nous ?

Paradoxalement, car la recherche historique suppose avant tout un travail d'archives, je commencerai d'abord par évoquer la bibliographie existante avant d'en venir aux sources écrites – les archives proprement dites – et de mentionner de façon extrêmement rapide les sources iconographiques et audio-visuelles sur lesquelles d'autres que moi, Marie-Françoise Lévy et Martine Lemaître apporteront de plus amples développements ou des précisions.

Une bibliographie sur les mouvements contestataires de ce que nous avons convenu d'appeler "les années 68" va paraître bientôt dans le *Bulletin de l'IHTP*. Ce sera une bibliographie partielle suivie de deux autres, l'une centrée sur l'histoire politique générale de la période et la seconde sur "mœurs et société". La bibliographie sur les mouvements contestataires ne sera pas exhaustive, mais pour être opératoire dans le programme de recherche tracé, elle partira de choix raisonnés et elle ne comprendra pas, notamment les sources proprement dites. Mais là nous nous sommes heurtées à un véritable problème de fond, Michelle Zancarini, Maryvonne Le Puloch et moi-même, qu'est-ce qu'une source ?

Outre les recueils de documents présentés comme tels, (par exemple *La Sorbonne par elle-même*, publié par l'équipe du *Mouvement social*, Jean-Claude et Michelle Perrot et Madeleine Rébérioux, ou bien le *Journal de la commune étudiante*, les textes rassemblés et présentés par Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet ou encore, les *Dits et écrits* de Michel Foucault qui viennent de paraître il y a quelques semaines) il est plutôt légitime, à notre avis, de ranger dans la catégorie des sources que dans celle des analyses les mémoires et témoignages publiés en 1968-1969 ainsi que les prises de position adoptées à chaud au cours des événements. Ces divers types de documents, produits parallèlement aux événements permettent de connaître certains des acteurs en

présence, le contenu de leur discours, leur stratégie éventuelle. N'échappent guère à cet ensemble que les ouvrages présentés comme des analyses et publiés à l'époque, tant il est difficile de différencier analystes et acteurs lors d'événements qui bouleversent une société entière et impliquent tout un chacun à un titre ou à un autre. Toutes ces considérations pour dire que la bibliographie existante, hormis quelques instruments de travail, chronologies, recensements bibliographiques, inventaires de sources, recueils de documents, et hormis quelques études postérieures (des études générales dont beaucoup émanent de sociologues et surtout des études portant sur des secteurs précis de la société) cette bibliographie existante est en grande partie composée de textes qui s'apparentent à des sources. Ces textes constituent la grande majorité de la littérature produite sur 68, si l'on met de côté également ce qui relève de la mémoire et de la commémoration et dont parlera Michelle Zancarini.

L'abondance de publications de ce type n'est pas propre à 68 mais commune à des événements de grande ampleur, comme par exemple la libération de la France ou à l'étranger, la guerre civile espagnole. Je ne mentionnerai pas tous les titres qui s'apparentent à des sources, ils sont légion, il faudra se reporter à la bibliographie pour en avoir un certain nombre d'exemples mais je me bornerai à dire qu'ils émanent de lieux divers pour apporter des témoignages immédiats ou pour peser sur le cours des événements. Ils émanent de lieux d'enseignement (comme l'ouvrage *Les lycéens gardent la parole* des Comités d'action lycéens), d'entreprises publiques et privées (comme *La grève à Flins* de Ph. Talbo, *La crise de l'ORTF* de Manel et Planel) des Eglises (comme *Mai 68. La rue dans l'Église* de Robert Davezies), de la rue (comme l'étude de Yannick Guin sur *La commune de Nantes*) de l'État et de ses représentants (comme l'ouvrage de Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur sur *L'ordre public et les groupes révolutionnaires*) ou encore de mouvements ou de partis politiques divers (que ce soit le parti communiste sous la plume de René Andrieu avec *Les communistes et la révolution*, que ce soit certains leaders du mouvement étudiant Sauvageot, Geismar Cohn-Bendit et Duteuil dans *La révolte étudiante*, ou que ce soit dans *La révolution trahie* de Barjonet ou dans *Mai 68 : une répétition générale* de D. Bensaïd et H. Weber).

Une recherche historique sérieuse ne pourra ignorer ces "textes-sources" qui portent la marque de leurs auteurs et leurs positions dans les événements de 68.

Mais pour ne pas en rester à la seule année 68 et ses quelques personnalités souvent parisiennes, il faut revenir aux sources primaires, aux archives écrites.

Et là je vous renvoie bien entendu, pour de plus amples détails à l'ouvrage *Mémoires de 68. Guide des sources d'une histoire à faire*, qui a été publié en 1993 par l'association Mémoires de 68 et la BDIC, aux éditions Verdier. Ce guide est le fruit d'une déjà longue et très fructueuse collaboration entre l'association Mémoires de 68 et la BDIC, collaboration commencée à la suite de l'exposition que la BDIC avait consacrée en 1988 à mai 68, au Musée d'histoire contemporaine. Parallèlement à cette

exposition, Mémoires de 68 qui s'est constituée, a décidé de déposer à la BDIC qui était déjà riche en collections sur les mouvements sociaux de la décennie, les archives qu'elle avait pu recueillir sur la période. Ce guide recense par région et par département, dans des institutions publiques ou privées, les sources écrites sur les années 68, les sources iconographiques et audiovisuelles, ainsi que les travaux universitaires inédits sur la question. Le guide signale également les fonds importants existant à l'étranger sur les années 68.

Que ressort-il de cet inventaire de sources ?

Que les documents sont nombreux, tant sur les années antérieures à 68 que sur les années postérieures et que les lieux des événements sont très disséminés sur l'hexagone.

Qu'aujourd'hui de nombreuses archives privées sont accessibles, soit dans des organismes privés (centres régionaux ou confédéraux d'archives syndicales, associations régies selon la loi de 1901 ou sièges de partis politiques), mais également dans des organismes publics, et là j'attire l'attention sur l'importance des fameuses séries J des archives départementales qui rassemblent les documents privés entrés par don, legs ou dépôt ; ce sont souvent des archives d'unions départementales syndicales, de partis, de militants syndicaux ou d'hommes politiques. Aux archives nationales ce sont les séries AG de même origine et les séries AS qui sont des archives données par des associations.

Ces séries J, AG, ou AS sont généralement d'accès libre, parfois cependant, une autorisation du déposant est nécessaire ou bien celui-ci a indiqué une date d'accès.

Quant aux archives publiques, proprement dites, c'est-à-dire celles qui émanent des différents organes de l'État, ministères, cabinets des préfets, elles sont dépendantes des règles de la loi des archives de 1979 qui soumet la consultation des archives à des délais de 30 ans et les reporte à 60 ans lorsque les documents contiennent, je cite, "des informations qui mettent en cause la vie privée ou intéressent la sûreté de l'État ou la Défense nationale". Ce délai est de 100 ans pour des documents qui contiennent des renseignements individuels et privés et de 120 ans pour des dossiers de personnels.

Dans les archives départementales, les séries d'archives contemporaines, c'est-à-dire postérieures à 1940, sont en voie de constitution en série W et comprennent notamment les versements effectués par les cabinets des préfets et les rapports des renseignements généraux. Un certain nombre d'archives départementales nous ont indiqué des références en série W qui pourraient intéresser des chercheurs sur les années 68 mais la direction des Archives de France, grâce à laquelle notre enquête a pu se faire n'a pas souhaité que les versements administratifs classés en série W soient indiqués au public par nos soins. Aucun document de la série W ne figure dans le guide publié aux éditions Verdier. Ainsi un certain nombre d'archives départementales qui ne possédaient pas de dépôts privés libres d'accès, donc en série J, ont ainsi disparu du guide publié. Des départements n'apparaissent pas dans le guide pour cette raison

là, je les cite parce que certains sont importants : les Alpes-maritimes, l'Aude (qui possède une importante série W sur la question), l'Aveyron, les Deux-Sèvres, la Dordogne, les Landes, le Loir-et-Cher, le Lot et la Saône-et-Loire.

Les éléments que nous avons obtenus sur ces séries sont indiqués dans le rapport de recherche que nous avons adressé en 1992 au ministère de la Recherche qui nous avait octroyé une subvention pour le traitement des archives déposées à la BDIC. Ce rapport de recherche est déposé dans un certain nombre de lieux de recherche (à l'IHTP, à la BDIC, à Sciences Po, au Centre de recherche et d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme) et il est donc consultable.

Pour cette série W il faudra attendre le délai de 30 ans qui est somme toute assez proche et demander sa consultation. Beaucoup de documents seront alors accessibles comme la série W sur Lip aux archives départementales du Doubs, mais il faudra demander des dérogations pour les documents dont le délai de consultation a été repoussé à 60 ans.

D'ores et déjà, de par les dépôts privés dans les archives départementales ou dans d'autres organismes publics, ou par le travail de sensibilisation et de sauvegarde d'archives privées effectué par l'Association Mémoires de 68, il est possible dès aujourd'hui de commencer des recherches historiques sérieuses.

Certains départements sont particulièrement riches. Je ne vais citer que ceux où il y a des fonds considérables sur la période et accessibles dès maintenant : à Strasbourg, les archives départementales possèdent 50 mètres d'archives de l'Union départementale CFDT, et il existe également à Strasbourg un centre régional d'archives de la CGT ; à Bordeaux il faut signaler l'importance de l'Institut aquitain d'études sociales qui a collecté énormément de tracts, d'affiches et de coupures de presse sur la période ; à Rennes, aux archives départementales, il existe différents fonds privés sur les mouvements étudiants, politiques et syndicaux, sur les luttes sociales dans la région et il y a un fonds important sur le PCF ; à Clermont-Ferrand, les archives départementales possèdent des fonds privés sur l'université, essentiellement après 68, notamment beaucoup de rapports d'assemblées générales, de commissions d'études, de textes sur le mouvement étudiant, sur le syndicalisme, sur les enseignants ; à Besançon, les archives départementales possèdent un important fonds de tracts et de documents sur la faculté de lettres, sur la fédération régionale CFDT, et tout ce qui a paru en France et à l'étranger sur Lip est conservé aux archives départementales, il y a également un fonds important sur le parti socialiste ; en Moselle les archives départementales possèdent un fonds considérable sur la CFDT et le SGEN ; à Nantes, un centre privé, le CDMOT (Centre de documentation du mouvement ouvrier et du travail), possède en particulier l'essentiel des archives du PSU, 400 cartons d'archives, des archives rares sur les mouvements paysans et des collections diverses sur les mouvements sociaux de la période, dans la même ville, l'Union locale CFDT dispose d'archives importantes qui sont parfaitement accessibles ; à la Roche-sur-Yon un

Centre de documentation associé au CDMOT rassemble également un fonds notable sur la région ; à Marseille en plus des archives départementales qui possèdent une importante série J, il y a les fonds rassemblés par le Centre international de recherche sur l'anarchisme (CIRA).

Donc, dans de nombreux lieux en province, des archives sont dès aujourd'hui disponibles et accessibles.

Aux archives nationales, pour ne parler que des sources aujourd'hui consultables, il y a les séries AG (notamment un fonds concernant la faculté de pharmacie de Paris, l'INRP), des séries AS qui sont des archives d'associations (notamment celles de l'Institut français d'histoire sociale dont les fonds sont à la fois consultables au Caran et pour les périodiques, au Centre des archives contemporaines à Fontainebleau). On trouve aussi aux archives nationales un important fonds sur l'UNEF pour la période 1946-1967 et sur le mouvement chrétien progressiste *Vie nouvelle*, pour toute sa durée de vie, 1947 à 1977. En revanche, les fonds en provenance des missions des archives nationales des différents ministères sont soumis à la règle des 30 ans et souvent des 60 ans. Mais il faudra demander des dérogations dès que les recherches vont commencer. Ces fonds des missions des archives nationales concernent les dépôts qui sont effectués par les ministères de la Culture, de l'Éducation, de l'Intérieur, des PTT, du Travail, de la Santé et le Rectorat de Paris.

À Paris même, il est impossible de citer tous les fonds importants sur la question. Je me bornerai à mettre en évidence quelques collections. Par exemple, les ouvrages souvent inédits émanant du patronat et de la droite à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris ; la documentation sur l'autogestion rassemblée par le défunt Centre de recherche sur l'autogestion qui est déposée à la Bibliothèque de la Maison des Sciences de l'homme ; la Bibliothèque Marguerite Durand consacrée au féminisme rassemble des documents sur le mouvement de libération des femmes ; la Bibliothèque nationale possède deux ensembles de collections très importantes : les nombreux recueils de tracts et de brochures constitués au département des imprimés et la série de tracts de mai 68 rassemblés au Service des sources de l'histoire de France ; il y a des fonds divers sur les mouvements sociaux rassemblés à l'IHTP, au Centre de recherche et d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme de la rue Malher ; les archives de Michel Foucault sont accueillies à la Bibliothèque du Saulchoir de l'ordre des Dominicains ; des archives syndicales sont accessibles dans les centres de documentation de la CFDT, de la CFTC et de la FEN.

Dans la proche banlieue parisienne, outre les archives départementales (notamment celles de Seine-Saint-Denis et celles du Val-de-Marne ; cette dernière a rassemblé d'importants fonds privés de militants de la région, dont une collection Pennetier) il faut mentionner le Centre confédéral d'archives et l'Institut CGT d'histoire sociale à Montreuil, les archives de la Jeunesse ouvrière chrétienne à Courbevoie et à Nanterre, la BDIC.

À la BDIC, se trouvaient, avant 1990, de nombreux fonds concernant la période 1965-1975, parmi lesquels il faut citer, pour leur ampleur, les archives de la Ligue communiste révolutionnaire ; le fonds Pierre Frank et les archives du secrétariat unifié de la Quatrième internationale (1944-1970) qui constituent 50 m linéaires de documents ; le fonds Spartacus-René Lefeuve concerne un certain nombre de courants socialistes de gauche et anarchistes ; le fonds Daniel Guérin est entièrement traité et disponible (21 m³ d'archives) ; les archives de l'UNEF (1929-1985), et en annexe, la BDIC a recueilli les archives de la MNEF ; et enfin la documentation rassemblée par *Tribune socialiste* le journal du PSU et un certain nombre de fonds relatifs au PSU. Les fonds déposés à la BDIC par l'association Mémoires de 68 ont accru les collections de façon considérable (150 à 200 m de rayonnages). Ce sont essentiellement des archives d'organisations mais pas seulement. Il y a les archives des *Cahiers de mai* (100 cartons pour les années 1968-1981) qui présentent un extraordinaire panorama des luttes sociales en France au début des années 70 ; les archives du Comité d'action des prisonniers (1972-1980) ; le fonds Saïd Bouziri sur les mouvements issus de l'immigration (1969-1976), archives du Mouvement des travailleurs arabes (MTA), archives concernant des grèves diverses de travailleurs immigrés du début des années 70 ; des fonds sur le maoïsme, le féminisme, Lip, l'université de Vincennes, les Comités d'action lycéens, les événements de 68 à Lyon, les archives de la Gauche prolétarienne (1969-1975) – une soixantaine de cartons, les archives du parti communiste marxiste-léniniste de France (130 cartons, 1963-1982) ; les archives du parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (50 cartons, 1967-1982). Mais aussi des archives sur le MLF, sur Renault-Flins, sur l'organisation Vive la révolution. Tous ces fonds sont consultables librement, sauf quelques cartons qui sont soumis à l'autorisation du donateur.

À l'étranger, il faut mentionner les sources disponibles aux Pays-Bas, à l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam qui possède différents fonds privés et notamment les archives de l'Internationale situationniste ; en Italie deux centres d'inégale importance, la fondation Feltrinelli de Milan, qui est précieuse pour une approche comparative sur les mouvements de 68 en Europe occidentale et orientale (notamment les archives de Rossana Rossanda, l'animatrice du *Manifesto*, permettent d'étudier les rapports entre les nouvelles gauches françaises et italiennes), et à Florence, un petit centre d'études intéressant sur 68. Enfin, aux États-Unis, deux fonds sont à mentionner, celui de l'Université de Harvard et les nombreuses archives privées qui ont été recueillies par la Hoover Library à Standford.

Pour dire un mot rapide des sources iconographiques et audiovisuelles, le recensement fait par le guide est loin d'être exhaustif, mais il montre quelles ressources sont déjà utilisables. Outre les agences de photographie classiques, citons les collections de photos de la Bibliothèque historique de la Ville de Paris, les oeuvres vidéo et les films du Centre audiovisuel Simone de Beauvoir au Palais de Tokyo, les

films de la maison de production ISKRA et de la Vidéothèque de Paris et les affiches du Musée d'histoire contemporaine BDIC qui se trouvent en l'Hôtel des Invalides.

Au vu de ce rapide et parfois un peu fastidieux bilan et survol des sources, il est clair que la recherche historique est dès aujourd'hui possible dans un certain nombre de directions et notamment dans l'histoire des groupes politiques, syndicaux, féministes, sur lesquels la bibliographie existante est très réduite et souvent schématique. Comme on l'a vu, de nombreuses archives de mouvements sont disponibles et elles valent somme toute mieux que les rapports parfois déformants et de toute manière non accessibles aujourd'hui des Renseignements généraux. Elles permettent d'étudier à la fois le fonctionnement des organisations, leurs références idéologiques, leurs activités, leurs réseaux, leurs secteurs d'influence. Il est possible également à partir des sources disponibles de reconstituer une chronologie précise des événements sociaux de la décennie dans un certain nombre de régions, ainsi que l'articulation entre les différents secteurs de lutte (entre les mouvements étudiants, ouvriers et paysans) ; de même il est possible de reconstituer de nombreux parcours individuels et collectifs ainsi que les liaisons internationales des mouvements. Beaucoup d'archives, on l'a vu, sont disponibles pour l'étude des mouvements post-68 (antimilitaristes, écologistes, femmes, immigrés, justice, prisons).

Ce ne sont là que quelques pistes qui apparaissent d'emblée à l'estimation actuelle des sources disponibles. Ces sources permettent déjà de restituer toute sa complexité à cette décennie.

Discussion

Alain Monchablon

À la suite d'une conversation récente avec Henri Leclerc qui a été l'avocat de certains membres de la Gauche prolétarienne et qui regrette de s'être défait de ses archives, je pense qu'il faudrait mener opérations de récupération et de sauvegarde d'archives auprès des avocats, mêmes si ceux-ci mettent des conditions d'accès (ce sont des dossiers personnels).

Martine Allaire et Maïté Frank

Font des interviews de décideurs de l'Éducation depuis la guerre et notamment en amont et en aval de 68.

Michelle Zancarini

Un étudiant, Denis Fauchère, a fait une maîtrise avec Michelle Perrot à l'université de Paris VII sur la naissance de Vincennes. Il a interviewé un certain nombre de personnes à l'origine à la fois de la réforme et de la naissance de l'université.

D'autre part un travail a été fait avec un groupe d'étudiants de Paris VIII sur les archives de l'université, ce travail va paraître sous forme de brochure.

Le *Guide des sources* est très incomplet du point de vue des travaux universitaires parce que le recensement a été arrêté bien avant la publication. Par ailleurs, on avait envoyé un questionnaire aux universités de province et très peu ont répondu. C'est à réactualiser absolument.

ŒUVRES ET DOCUMENTS DE RADIO ET DE TÉLÉVISION

Marie-Françoise Lévy

Je ne serai sans doute pas aussi exhaustive, je vais essayer en quelques minutes de vous tracer de façon sans doute trop générale, le pourquoi des sources audiovisuelles dans le cadre du travail que nous entreprenons sur les années 68.

Il nous est apparu comme une évidence naturelle d'intégrer ces sources pour la recherche, non comme un domaine à part ou spécifique mais bien comme une source indispensable à la compréhension de cette période du temps présent.

Ces sources ce sont le cinéma, la publicité, les émissions de radio et de télévision, produits et diffusés durant ces quinze dernières années.

Nous y avons été incités par conviction de type scientifique, mais il se trouve qu'un événement important est intervenu dans ces dernières années qui a changé les configurations du travail. En effet la loi du 20 juin 1992 sur le dépôt légal vient abroger la loi de Vichy du 21 juin 1943 qui arrêta et organisait les conditions du dépôt obligatoire des imprimés. Cette nouvelle loi du 20 juin 1992 élargit le dépôt légal aux oeuvres et documents audiovisuels et multimédias, quel que soit leur procédé technique de production, d'édition ou de diffusion. La dimension novatrice de cette législation c'est qu'elle vient gommer ce léger discrédit dans lequel a été tenu ce patrimoine de l'image et du son considéré trop longtemps comme insaisissable, incernable, invérifiable, parce qu'il était, c'est vrai, partiellement, difficilement ou totalement inaccessible.

Cette loi ne résout que pour partie la question, car elle entre en vigueur au 1er janvier 1995, ce qui sous-entend qu'elle n'a pas d'effet rétroactif.

Elle résulte des travaux pionniers menés depuis plusieurs années par Marc Ferro, par Pierre Sorlin, par Marc Martin, par Jean-Noël Jeanneney et par leurs équipes, ainsi que par les équipes d'enseignants à Paris X-Nanterre, à l'École des hautes études, à Paris VIII, à Paris III, à Nancy, à Aix, à Toulouse et de l'engagement constant de ces enseignants, chercheurs, pour obtenir l'élargissement du dépôt légal.

Pourquoi insister tant sur cette loi ?

Elle permet d'avoir des outils pour travailler ; elle est une condition essentielle pour assurer l'organisation de la conservation de ce patrimoine de l'image et du son et pour la mise en oeuvre de la consultation de ces oeuvres et documents.

En ce qui concerne la télévision, pour la période sur laquelle nous allons travailler, la production est considérable. C'est la grande période de l'équipement des ménages, on passe de 6% à la fin des années cinquante à un peu plus de 60% à la fin des années soixante.

Nous sommes aujourd'hui à la fois à la fin d'une époque, dans la mesure où on va pouvoir avoir accès à ces sources et on affronte un nouveau départ. On est dans une période de transition en ce qui concerne l'Institut national de l'audiovisuel qui a la mission de la conservation du patrimoine de la radio et de la télévision depuis 1949, dans une phase de préfiguration. Par ailleurs, la question de l'accès aux documents pour la période antérieure au 1er janvier 1995 (problème d'inventaire et surtout problème de financement des coûts de la restauration de ces documents) n'est pas totalement résolue.

C'est la raison pour laquelle l'INA a choisi de passer des conventions avec un certain nombre d'organismes. L'IHTP a été l'un des premiers à signer une convention, ce qui permet à l'INA de prendre la mesure de ce qu'est la demande d'un chercheur, de dégager des thématiques et des périodes sur lesquelles les chercheurs souhaitent travailler. Ce qui incite d'une certaine façon, après consultation de la base de données, à insister sur une nécessaire politique de restauration des oeuvres et documents : certes, un investissement en temps et en argent tout à fait considérable.

Je voudrais revenir sur les enjeux de la promulgation de cette nouvelle loi. Ils étaient d'ordre culturels, d'ordre civique et d'ordre scientifique. C'est ce dernier aspect qui nous concerne plus particulièrement.

Tout d'abord il nous a semblé que ces sources sont essentielles à toute réflexion sur la mémoire collective ou sur la représentation que la société se donne d'elle-même. Mais je voudrais ajouter qu'elles sont essentielles pour la compréhension des événements eux-mêmes, par les informations que ces documents transmettent, qu'ils les masquent, qu'ils les déforment, qu'ils les déplacent, et qu'ils sont importants dans le temps même de l'événement proprement dit. Je pense bien sûr au rôle de la radio et de la télévision notamment durant le mois de mai 68. Il faut analyser les formes et les contenus de ces documents dans la mesure où ces documents traduisent leur participation aux événements eux-mêmes. De ces sources, on peut dire à la fois qu'elles sont des sources classiques pour l'historien, mais qu'elles agissent directement sur les événements eux-mêmes dans la mesure où elles contribuent à leur fabrication, soit qu'elles amplifient ces événements, soit qu'elles se les réapproprient.

Ces sources sont aussi très importantes en ce qui concerne la formation et la construction des cultures politiques, nationales ou internationales. Là il y a un certain nombre de "collections" comme l'INA les dénomme, de magazines, de grands

reportages, de magazines d'actualité qui sont tout à fait passionnants. J'en citerai deux puisqu'ils sont très connus : *Panorama*, *Cinq colonnes à la une*. Je pense au livre de Jérôme Bourdon sur l'histoire de la télévision sous de Gaulle où il montre comment dans l'écheveau des relations entre pouvoir et télévision, s'est forgée une histoire de l'information et où il pose la question de l'information des citoyens mais aussi de la formation des opinions.

Quelques mots sur l'apport de ces sources pour l'étude des modes de vie et leurs transformations. Elles sont très nombreuses, riches, diverses et multiples. Très intéressantes en ce qui concerne la jeunesse et les relations intra-familiales ; la question de la transformation des relations conjugales ; pour savoir comment la télévision s'est introduite dans le débat de société des années soixante sur la question de la contraception ; sur l'entrée de la télévision dans les mises en scène de la vie privée, sa façon de parler de la vie quotidienne des femmes. Bref, ces sources à partir de 1964, sont un vecteur parfois discret mais qu'il est difficile d'ignorer d'un nouveau modèle culturel, qui transmet de nouvelles idées et qui coexiste avec des approches par ailleurs plus traditionnelles ou normatives.

Le champ est ouvert, certes dans certaines conditions, il est à défricher et à s'approprier.

Discussion

Martine Lemaître

La BDIC n'a pas encore un fonds audiovisuel très étendu sur 68 mais elle a le projet de développer les interviews d'acteurs, de témoins, en France et dans le monde. Sans doubler les collections existantes de la BNF, de l'INA.

Marc Martin

Il ne faut pas se fier simplement aux émissions car il y a des sources qui n'ont pas été diffusées. Concernant les sources radiophoniques, la radio a été un des acteurs de ces événements car le citoyen était averti des événements en même temps que le ministre de l'Intérieur. Malheureusement les sources de la radio publique n'existent plus. Les reportages n'ont pas été enregistrés car il y avait à ce moment-là des grèves à la radio. On ne peut disposer par conséquent que des reportages des postes périphériques, Radio-Luxembourg et Europe n°1.

Marie-Françoise Lévy

Pour la télévision, dans la base de données, un nombre de documents important apparaît sur mai 68. Mais on ne connaît pas leur durée, le contexte dans lequel ils sont diffusés (l'ensemble du journal). On a souvent un décalage entre l'entrée par les mots

clés et la réalité du document proprement dit. Il y a un effort à faire pour qu'il y ait une restauration de ces journaux.

HISTOIRE, MÉMOIRES, COMMÉMORATION

Michelle Zancarini

La lecture des *Lieux de mémoire* dirigés par Pierre Nora et particulièrement de la conclusion intitulée "l'ère de la commémoration" est le point de départ d'une réflexion sur les rapports entre histoire, mémoires et commémoration en ce qui concerne les "années 68". C'est la suite, aussi, d'un travail fait dans le cadre d'une association pour regrouper des archives des mouvements protestataires et contestataires des années 1965-1975, les classer et répertorier les sources existant dans d'autres lieux. De là est née une publication, *Mémoires de 68. Guide des sources d'une histoire à faire*.

Le travail des historiens, avec ses sources et ses procédures spécifiques, est encore balbutiant, ce qui n'est pas étonnant compte tenu des délais, au minimum trentenaires, de communication des archives publiques. En revanche, la production médiatique abonde fondée sur des images le plus souvent réductrices : celle de la plus grande grève générale de notre siècle, contrôlée par les directions syndicales ou celle d'une révolte étudiante parisienne, circonscrite au Quartier latin et à la période comprise entre le 3 mai (évacuation de la Sorbonne par la police) et le 30 mai (discours de De Gaulle qui annonce la dissolution de l'Assemblée nationale). Les commémorations ont été le prétexte à l'étalement de l'*ego* de certains acteurs-vedettes, les mêmes depuis vingt ans ; la contestation est dans leur cas érigée en mode de légitimation sur la scène médiatique.

Au-delà de la période qui nous intéresse, Pierre Nora pose une question épistémologique fondamentale, vue de France, sur l'écriture de l'histoire, en particulier celle de l'écriture de l'histoire du temps présent. L'histoire de l'événement dont Nora a lui-même célébré le retour – dans un article toujours cité de 1974 ("Le retour de l'événement", *Faire de l'histoire*, tome I, Paris, Gallimard) – ne sombrerait-elle pas sous celle des commémorations, voire de la mémoire, l'histoire se confondant alors avec la mémoire, la France ayant – selon Pierre Nora – une "prédisposition historique à la mémoire", thèse qui contribuerait à une dérive déréalisatrice dans le discours des historiens, qui dissoudrait la notion même d'événement ?

Des lieux communs, blanchiment de la mémoire

L'inventaire des lieux-communs sur l'histoire des années 68 se caractérise par plusieurs aspects.

– D'abord une contraction de l'arc temporel et une réduction de l'aire géographique : la révolte étudiante limitée au mois de mai 68 et au Quartier latin se solde par une défaite dans les urnes fin juin 1968.

Les représentations des "événements" se réduisent aux affrontements entre manifestants du mai parisien, l'État et ses représentants politiques et administratifs : De Gaulle, Pompidou, le préfet de Police de Paris, les deux derniers cités étant loués pour leur modération. Les images les plus diffusées rejouent sans cesse la même scène de barricades, poursuites, jets de pavés et jeux de matraques.

Les analyses produites dans les années 80 insistent sur l'aspect ludique, peu sérieux, narcissique du mouvement, lieu d'éclosion et d'affirmation de l'individualisme contemporain.

Au total, cette réduction a pour effet de gommer l'extension et les aspects divers et contradictoires du mouvement social, de son extension géographique et temporelle et de son expression contestatrice de l'autorité et des hiérarchies.

– Une deuxième catégorie de lieux communs tourne autour de la génération et de "ce qu'ils sont devenus".

"Ceux de 68, ils roulent en Rolls Royce" déclare un étudiant en mars 1994 lors des manifestations étudiantes et lycéennes contre le gouvernement Balladur. C'est l'expression la plus achevée et symbolique des représentations des "soixante-huitards" en tant qu'individus et génération. C'est aussi l'acclimatation et la diffusion de la thèse contenue dans un pamphlet publié en 1986 par Guy Hocquenghem. : "Leur pouvoir insolent s'est établi sous la gauche [] mais il n'est ni de droite ni de gauche, il est d'une génération : celle qui est passée de Mao-mai 68 au Rotary et aux Rolls ..." (extrait de la quatrième de couverture signée par l'auteur).

Le concept de génération connaît son apogée avec la parution en 1988 du livre de Hervé Hamon et Patrick Rotman intitulé justement *Génération*. Les exégètes se sont interrogés sur la pertinence du concept de génération ; phénomène subi ou phénomène construit ? classe d'âge ou ensemble d'individus ayant eu la même expérience politique, le même devenir ? Une, deux ou trois générations sur la période considérée ? Confiscation de la représentativité par un petit nombre qui occupe le devant de la scène médiatique ?

Sur la "génération 68", la littérature est abondante et les premiers écrits sont contemporains des événements. L'éditorialiste du journal *Le Monde*, Pierre Vianson-Ponté lui redonne du lustre dans une chronique de septembre 1976 : le titre "La génération perdue" est repris dans une série d'émissions réalisées pour France Culture en décembre 1976 ; il est pérennisé dans une publication en 1977, enfin intronisé lors de première commémoration décennale, par un des plus illustres représentants de la "génération 68", le directeur du journal *Libération*, Serge July, le 18 mai 1978.

"Nous portons une marque indélébile. Nous faisons partie d'une génération. À mesure que nous vieillissons, la génération s'impose, occupe des positions de

pouvoir, meuble des hiérarchies, tient la scène et les journaux, écrit des livres, les publie, les commente"

Le concept devient un lieu commun. Jusqu'en 1978, ce sont des itinéraires individuels, des parcours plus ou moins illustres qui sont tracés. La décennie suivante est la période de la consolidation du genre, mais aussi de sa limitation à un petit nombre de personnes, tandis que les magazines littéraires et les hebdomadaires reviennent périodiquement sur l'interrogation "Que sont-ils devenus ?", établissant ainsi un *Who's Who* "générationnel" où les réussites médiatiques et économiques sont soulignées. 1988 peut-être alors analysé par Jean-Pierre Rioux comme "la pavane de la génération". Vingt cinq ans plus tard, arrêt sur l'image des soixante huitards en Rolls Royce.

– Le troisième lieu commun est que la France, contrairement à l'Allemagne et l'Italie, n'a pas subi le terrorisme, parce que les organisations gauchistes étaient responsables et leurs chefs pénétrés de morale et d'humanisme.

En mai 1978, Serge July écrivait dans *Libération* que

"Renato Curcio et Andreas Baader, il ne faudrait pas l'oublier, sont tout simplement des contestataires étudiants du mai européen qui ont mis leurs actes en accord avec des paroles alors quasiment unanimes"

Dix ans plus tard, une nouvelle problématique s'était acclimatée et des réponses différentes avaient été apportées. Un livre publié en 1985 par François Furet, *Terrorisme et démocratie*, joue un rôle important dans le processus de définition de cette nouvelle problématique. François Furet opère une distinction théorique entre le terrorisme des Basques, Bretons et Corses qui réclament une nation – ce qui permet de ne pas le prendre en compte dans l'analyse et de l'éliminer ainsi de l'histoire – et le terrorisme marxiste qui remet en question la démocratie. Philippe Raynaud analyse lui, les origines intellectuelles du terrorisme en Allemagne et en Italie et pose la question de savoir pourquoi l'extrême gauche française a évité de sombrer dans l'activisme terroriste au début des années 1970. Antoine Liniers – pseudonyme d'Olivier Rolin (qui témoigne sous son vrai nom en 1988 dans *Génération*) et Alain Geismar donnent une explication qui s'appuie sur des raisons internes au groupe politique auquel ils appartenaient, une certaine conception de la morale et de ses rapports avec l'action politique. Il y aurait un modèle français différent des modèles italien et allemand. Même si la relative modération de la répression en France est évoquée, ce n'est que comme circonstance. L'extrême gauche française aurait donc été, intrinsèquement, incapable de donner naissance au terrorisme. La thèse est reprise, dans un numéro du *Mouvement social* de 1988. Mais il n'y a pas eu d'étude historique des actions et des pratiques concrètes du groupe en question – seulement le récit par un des acteurs-vedettes – ni de sa descendance éventuelle dans des groupes ou chez des individus (Action directe, NAPAP, GARI et passage d'un certain nombre de jeunes au petit

banditisme de "récupération"). Avec la mise à l'écart du "terrorisme régionaliste", cela limite fortement le champ d'analyse des actions dites "terroristes" en France dans les années 1970. Le problème du rôle de l'État n'est pas posé alors qu'il l'est systématiquement dans les cas de l'Allemagne ou de l'Italie. Je signale qu'il y a eu une maîtrise sous la direction d'Antoine Prost qui a été faite sur "la tentation terroriste" qui reprend certains de ces éléments (Alain Guillemoles, 1989).

Ces lieux communs – réduction géographique et chronologique, acteurs-vedettes assimilés à la génération, et refus français de la violence terroriste – forgent donc une mémoire "générationnelle", mais une mémoire tronquée et partielle, qui engendre rancœurs et amertume chez ceux et celles qui ne s'y reconnaissent pas. Cette mémoire globale s'oppose aux mémoires individuelles, plus diverses, plus hétérogènes, moins lisses. Elle gomme les parcours atypiques, déviants, peu reluisants, les échecs, les morts et les suicides. Elle gomme les subjectivités et les parcours antérieurs et postérieurs à une expérience supposée commune. Elle ne fait pas la distinction entre militants et non militants, participants occasionnels ou simples spectateurs, voire opposants, pas de distinction non plus entre mouvements – avec des formes de regroupement à géométrie variable – et groupes politiques plus ou moins structurés. C'est donc une sorte de blanchiment de la mémoire. La mémoire dite "générationnelle" est forgée, entretenue par les commémorations.

Commémorations-analyses ?

Il faut distinguer des commémorations ultérieures, les écrits produits "à chaud" dans le courant de l'année 68 ou immédiatement après : analyses, interprétations se sont multipliées très vite comme les témoignages des principaux leaders, ainsi que des recueils de documents. La masse documentaire ainsi récoltée est pour la plupart encore vierge : elle n'a pas encore été exploitée systématiquement par les historiens (par exemple on a peu étudié les débats des commissions des différentes universités).

Commémoration, remémoration, célébration décennales, les termes varient pour qualifier le processus qui est censé nouer la rencontre entre l'histoire et la mémoire. Pierre Nora affirme que pour 68 "l'événement n'a de sens que commémoratif". La commémoration généralisée serait une caractéristique de notre époque et le reflet d'une crise d'identité et nous pourrions nous affranchir de ces usages quand la société sera stabilisée. En attendant cet âge d'or, nous nous interrogerons, pour ce qui concerne les années 68, sur les modalités, les acteurs et les lieux des célébrations des événements. On pourrait plutôt parler de commémoration-célébration rampante qui commence en 1973, après le déclin des organisations d'extrême-gauche, avec le début de la vogue éditoriale des parcours autobiographiques, culmine avec le cru abondant de 1978, réapparaît à intervalles réguliers souvent au mois de mai, pour s'épanouir en 1987-1988. Le triangle d'or de la commémoration est constitué par la presse, essentiellement – *Libération*, et les magazines littéraires – l'édition et la télévision.

La traduction et la publication de *L'archipel du Goulag* en 1974 marque le début du détachement du monde socialiste comme horizon d'avenir. Cette polarisation sur l'idéologie marque les interprétations des mouvements sociaux des années 1960-1970, comme avatars des révolutions du XIX^e siècle.

Pourtant la commémoration décennale de 1978, dans un climat de désillusion politique liée à la rupture de l'union entre PCF et PS et à la défaite de la gauche aux élections législatives, est plus diverse qu'il n'y paraît. Alors que Cohn-Bendit est toujours interdit de séjour en France, l'anniversaire du 22 mars nanterrois dans la presse et à la télévision retient encore l'interprétation d'un "mouvement contre la domination sociale et politique" ; "la déchirure du consensus est irréparable" écrit Annie Kriegel à propos de la situation à l'université ; "un séisme, un tremblement de l'histoire" analyse André Frossard. Les "événements de mai" ne sont pas encore édulcorés et la mémoire des violences ne s'est pas effacée. Le journal *Libération* présente pendant tout le mois de mai 1978 une série d'itinéraires individuels – vingt personnes en tout – dont la moitié sont des anonymes dont les parcours sociaux ont été traversés par les événements : remises en cause complètes, partielles ou remises dans le droit chemin. Le seule vedette de ce groupe est le journal lui-même, dont la création et l'aventure sont relatés par Serge July, mais qui ne s'exprime pas lui-même en tant qu'individu sur son parcours personnel. Il parle même de "l'indécence" de ceux qui se sont exercés à l'autobiographie satisfaite.

C'est en effet dans l'édition qu'est en germe ce qui va devenir le discours dominant, dix ans plus tard, celui des acteurs-vedettes, déroulant leur désenchantement comme Jean-Claude Guillebaud dans *Les années orphelines*, redoublé dans le numéro spécial de la revue *Autrement* "Les années sacrilèges 68-78".

À la télévision, les *Dossiers de l'écran* tentent de présenter un panel d'opinions, en passant par le gaulliste Michel Droit et le trotskyste Alain Krivine. Au total une commémoration en demie-teinte où tous les rôles ne sont pas encore distribués, mais où des places fortes sont solidement installées, dans l'édition en particulier.

L'entre-deux 78-88 est caractérisé par la commémoration rampante, au mois de mai le plus souvent, dans les magazines. Le titre de la revue *Lire*, en mai 1983 (revue liée à Bernard Pivot) est emblématique du tournant pris dans cette commémoration-célébration : "Quinze ans après qui tient le haut du pavé ?" De lancer le pavé à tenir le haut du pavé, la distance est prise !

En 1986, la diffusion d'une série télévisée réalisée par Daniel Cohn-Bendit : "Nous l'avons tant aimée la révolution" marque le retour à une vision planétaire de la formation d'une génération dans la révolte, sous ses aspects divers, révolte étudiante, prolétariat, terrorisme et démocratie. Mais la génération est là aussi incarnée par une série de personnages considérés comme emblématiques. Même s'ils ne sont pas les acteurs-vedettes habituels, la forme de la commémoration est figée.

La dernière étape commémorative est liée à la parution du livre *Génération : Les années de rêve* en 1987, et le tome II *Les années de plomb* en 1988. Leur sortie donne lieu à une manifestation mondaine à l'Odéon, lieu symbolique de la prise de parole de 68, suivie et répercutée par la télévision et la presse – c'est la "reprise de l'Odéon" titre *Libération*. Le roman-vrai des deux tomes de *Génération* semble fixer l'histoire. Son succès vient de ce qu'il fait un récit alerte des faits et d'agissements ignorés de beaucoup, même si le panel est loin d'être représentatif, limité essentiellement à la génération la plus ancienne, ceux qui, étudiants ou enseignants, avaient plus ou moins 25 ans en 68 et déjà une solide expérience militante. Des absences criantes : celle de la province, de la banlieue, de Nanterre et de ses libertaires pourtant à l'origine conjoncturelle du mouvement ; absence aussi des catholiques, des immigrés, des paysans et des OS.

Ces formes de commémoration, surtout la plus achevée – "la pavane de la génération" selon l'expression de Jean-Pierre Rioux – ne font que corroborer les lieux communs.

Les événements des années 68 ont donc été plus commémorés qu'historicisés, mais cette commémoration est inégalitaire : elle est le fait d'une petite minorité dont les écrits et les prestations télévisuelles et éditoriales donnent le ton.

Les stratégies de reconnaissance permettent de faire émerger une identité de groupe, qui se présente et qui est présentée médiatiquement comme générationnelle. Les études historiques sont peu nombreuses par comparaison avec d'autres pays comme les États-Unis – ce qui permet de légitimer les représentations fournies par la commémoration-rampante qui a connu son apogée en 1988.

Une histoire à faire

En 1988, Marcel Gauchet lançait une exhortation dans un éditorial de la revue *L'histoire* "Parlons de l'histoire qui a vraiment eu lieu, telle qu'elle a eu lieu". En effet les sociologues, les philosophes même ont beaucoup écrit sur l'interprétation générale de ce qu'on nomme "les événements" (comme pendant la guerre d'Algérie, guerre sans nom puisqu'on disait "les événements d'Algérie") ou même "le mystère 68". Les événements de 68 ont suscité de multiples commentaires et analyses globales, mais ce qui fait le travail spécifique de l'historien, le travail sur les traces du passé, les archives, les sources écrites, iconographiques orales ou audiovisuelles n'a été fait que très ponctuellement.

Il faut s'interroger sur la faible importance de la question dans le champ de la recherche universitaire en histoire : quelques mémoires de maîtrise non relayés par des travaux approfondis.

Des exceptions cependant :

– Une thèse sur l'histoire des événements à Caen de Gérard Lange. Il faut lire aussi de cet auteur le remarquable article propédeutique à la recherche sur les années 68 dans le n° 17-18 de *Sources* en 1989, sa contribution à *1968, exploration du mai français*,

ainsi qu'au n°11-12-13 de la revue *Matériaux* en 1988, où il croise la mémoire et l'histoire des événements et souligne ce qui est resté dans la mémoire locale des événements de janvier 68 à Caen. Il en découle 1) une révision de la chronologie (il y a eu des manifestations ouvrières et étudiantes en janvier 68 déjà) 2) une manifestation étudiante contre Peyrefitte a complètement disparu de la mémoire régionale alors que la mémoire a retenu l'interpellation de Missoffe par Cohn-Bendit à Nanterre. Ce qui est resté dans la mémoire locale, c'est la révolte des OS, le problème des OS ayant été relayé par des chercheurs en sciences sociales après 68. L'historien confronte cette mémoire de l'événement avec des réalités reconstruites à l'aide de sources écrites et de témoignages oraux, il étudie aussi les réseaux, leur rôle dans les événements et les parcours individuels.

Cet article est remarquable à la fois comme approche de l'événement dans ses réalités telles qu'on peut les reconstruire ; dans la mémoire ; et aussi dans la façon dont le traitent les sciences sociales. C'est aussi une direction de recherche : comment les sciences sociales ont-elles construit comme objet d'étude le problème des OS et les questions du travail.

– Par ailleurs, il y a un certain nombre de travaux réalisés autour d'Antoine Prost parmi lesquels un colloque tenu en 1988 dont les actes ont été publiés en 1992. D'autres travaux écrits par lui-même, l'un sur l'histoire de l'université française et l'autre sur les grèves de mai-juin.

Plusieurs explications possibles à ce manque d'historicisation globale de "l'événement-monstre". D'abord la difficulté de faire l'histoire du temps présent avec la limitation de consultation des archives publiques (loi des 30 ans, plus pour certains dossiers). Ensuite, l'université française a été durablement secouée par la crise étudiante de 68. À plusieurs reprises elle a vu revenir le fantôme de 68 avec ses bouleversements, ses violences et ses remises en cause fondamentales, d'où un rapport problématique à ce passé dans l'université française.

À *contrario* de toutes ces commémorations, le fantôme de 68 est toujours présent dès qu'un mouvement social prend de l'ampleur. Il y a une contradiction à interroger entre ce déficit historiographique, les lieux communs sur la génération et le fantôme de 68 que l'on voit réapparaître dans les analyses à chaque mouvement social qui dépasse la grève catégorielle de 24 h. La contradiction est d'autant plus grande qu'on note – même si on peut dire avec Bourdieu que les sondages ne sont qu'un *artefact* –, la persistance de l'idée, dans l'opinion publique, que mai 68 est un des événements les plus importants depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est ici sans doute qu'apparaît de façon problématique le rôle d'une mémoire forgée par un petit nombre qui prend la place d'un discours historique qui fait défaut : cet envahissement mémoriel sélectif a peut-être pour effet de forger un consensus, une identité française, d'où seraient gommés les conflits, les remises en cause et les utopies. La confrontation opposants/participants de mai perd de son acuité au fil des débats télévisés des

protagonistes. Les images de De Gaulle et de Pompidou se transforment, les aspérités s'effacent comme dans les vieilles photos couleur sépia. Mai 68 s'ajouterait alors aux oppositions qui sont dites en voie de disparition : conflit école publique/école privée, droite/gauche etc.

À la suite de ce qu'a dit Geneviève Dreyfus, je pense que dans toute la production écrite des groupes politiques, il faut s'intéresser plus aux tracts qu'aux textes de programmes. Parce qu'on y voit la façon dont sont traduits concrètement les discours théoriques généraux. Il faut aussi faire la chronologie précise des actions, elle est faite pour l'année 1968, mais elle manque pour les années précédentes et suivantes. L'exemple du MLF est édifiant : une poignée de femmes a contribué à diffuser avec des actions spectaculaires un "féminisme ordinaire" qui, change le vote féminin au début des années 1970 (je fais référence à un article de Janine Mossuz-Lavau, "Les Françaises et les élections, 1945-1993", *Vingtième siècle*, avril-juin 1994).

Il est indispensable aussi de retracer, reconstituer des parcours sociaux individuels et voir comment les événements de ces années-là ont infléchi, cassé, temporairement ou durablement des destins, des itinéraires ; comment ces années-là ont été vécues, comment elles ont transformé les manières de faire, de voir, de sentir, de mourir ou de vivre enfin. L'envahissement mémoriel d'une fraction réduite des protagonistes des mouvements des années 1965-1981 couvre donc le déficit actuel d'historicisation. La commémoration-rampante et l'auto-exaltation de la "génération" servent à cette occultation d'un des plus grands mouvements sociaux de la France contemporaine. Il reste donc, à l'aide des traces nombreuses du passé, à tenter de construire un discours historique qui ne cherche pas forcément le consensus producteur de cohésion nationale et qui résiste aussi à l'envahissement de la mémoire. Une mémoire-histoire conçue comme jeu de miroirs – les traces du passé, glaise que doit façonner l'historien, n'étant plus que support de mémoire – qui contribuerait à l'institution d'une mémoire nationale fondement de l'identité française et qui prendrait la place de l'histoire nationale ; cette mémoire nationale gommant les mémoires plurielles, fruits elles-mêmes d'expériences historiques diverses.

Les années 68 sont un vrai événement qui fait rupture, peut-être un de ces tournants historiques mondiaux dont parle l'historien Robert Bonnaud (*Y-a-t-il des tournants historiques mondiaux ?*, Kimé, 1992 et *Les tournants du XXe siècle*, L'Harmattan, 1992).

Je voudrais pour conclure citer Pierre Laborie, dans *L'opinion sous Vichy*, une phrase qui me paraît être une démarche intéressante pour l'histoire des années 68 :

"D'un côté la matérialité des faits établie dégagée, analysée et mise en relation par une démarche d'intelligence, de l'autre la perception que les acteurs sociaux se font de ces mêmes faits au moment où ils les vivent, les subissent, les observent et les reconstruisent"

Robert Frank remercie Michelle Zancarini de cet exposé très suggestif qui montre la complexité du travail, puisqu'on perçoit là tout un étage de mémoires : la mémoire du passé, la représentation contemporaine des événements et puis la mémoire de 68 elle-même. Est-ce que, comme le texte de Pierre Nora le dit, les événements de 68 sont une simple commémoration du passé, une mise en scène en 68 d'événements révolutionnaires précédents sous forme de pseudo-révolution ?

Pierre Nora se limite à l'événement et à l'histoire au sens hégélien qui s'écrit en lettres de sang, mais l'événement au sens des *Annales* ce n'est pas seulement le grand événement marqué par la révolution, par la guerre ou par le sang. Pour prendre deux types d'événements complètement différents, la révolution culturelle en Chine qui va jouer un grand rôle dans les années 68 dans le monde, et le film *La chinoise* de Jean-Luc Godard qui sort en 1967 et qui est aussi un événement. C'est à l'historien précisément de distinguer les types mais pas forcément de faire une hiérarchie entre ces événements.

Cette séance a été très chargée puisque nous avons été plusieurs à parler mais lors des autres séances nous aurons simplement un ou deux exposants et du temps pour la discussion.

La prochaine séance aura lieu le 28 novembre : Françoise Picq viendra nous parler du "Mouvement des femmes".